



Pôle emploi Bretagne
36 rue de Léon
CS 75301
35053 Rennes Cedex 9
Téléphone : 02 99 35 40 44
Plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PUBLIC DE SERVICES DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LE COMPTE DE POLE EMPLOI BRETAGNE AU BENEFICE DES PERSONNES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI

Procédure prévue à l'article R. 2123-1 3°) du code de la commande publique

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS DE REPONSE :
VENDREDI 05 FEVRIER 2021 A 12H00**

Marché n° : 2012-AC-PA-23

I. - COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de la consultation (DCE) est composé des pièces suivantes :

- le présent Règlement ;
- le Contrat et ses annexes ;
- le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et ses annexes ;
- le Cadre de réponse portant proposition technique du candidat (un pour chaque lot);
- les Bordereaux des prix (un pour chaque lot) ;
- le Bordereau de décomposition des prix (un pour chaque lot);
- les Détails quantitatifs estimatifs (DQE) (un pour chaque lot) ;
- le Document de candidature et son annexe ;
- le Cadre de réponse de candidature « capacité à dispenser une formation de qualité » ;
- la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ;
- la base de données administratives.

II. - PRESENTATION DE LA PROCEDURE

II.1. - Procédure de passation et objet de la consultation

Passée conformément à la procédure adaptée prévue à l'article R. 2123-1 3°) du code de la commande publique selon des modalités librement définies par le pouvoir adjudicateur, la présente consultation vise à la conclusion de marchés publics ayant pour objet l'achat par Pôle emploi Bretagne de parcours de formation professionnelle au profit des personnes à la recherche d'un emploi. Ces prestations sont décrites au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

II.2. - Nombre et consistance des lots

La consultation se compose de 6 lots techniques et géographiques désignés à l'annexe I au Contrat. L'allotissement technique s'entend d'un allotissement par domaine(s) de formation professionnelle défini(s) par référence aux domaines Formacode. L'allotissement géographique s'entend par référence à un territoire correspondant à un canton, à un pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) ou à un territoire compris dans un rayon donné en kilomètres autour d'une commune.

Le lieu d'intervention obligatoire défini pour chaque lot de la consultation à l'annexe I au Contrat correspond au territoire sur lequel le Titulaire du marché public conclu dans le cadre du lot doit impérativement disposer de locaux pour l'exécution du marché public. Toute offre par laquelle un candidat proposerait un lieu d'exécution non implanté sur le lieu d'intervention obligatoire pour le lot considéré sera rejetée comme irrégulière.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

II.3. - Forme, durée et quantités

Les marchés publics à conclure dans le cadre de la consultation prennent la forme d'accords-cadres exécutés par émission de bons de commande ou par émission de bons de commande après conclusion de marchés subséquents. Ils sont conclus sans minimum ni maximum, avec un seul titulaire.

Sous réserve des dispositions de l'article VIII du Contrat, les marchés publics sont à conclure à compter de leur date de prise d'effet pour une durée ferme courant jusqu'au 1^{er} septembre 2021, reconductibles tacitement deux fois pour une période d'un an calendaire pour chaque reconduction. La date de prise d'effet des marchés publics est fixée au 1^{er} avril 2021.

III. - SOUS-TRAITANCE ET GROUPEMENTS

III.1. - Sous-traitance

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations objet des marchés à conclure dans le cadre de la consultation sous réserve de se conformer aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

III.2 - Groupements d'opérateurs économiques

Sous réserve des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, dans les conditions fixées aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public conclu dans le cadre du lot. Le groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement s'engage à exécuter les prestations susceptibles de lui être attribuées au titre du marché public conclu dans le cadre du lot. Les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

Le mandataire du groupement, désigné au Contrat parmi les membres du groupement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de Pôle emploi et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché public. Pour les marchés publics objet de la consultation, lorsque le candidat candidate sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans l'exécution de ses obligations contractuelles à l'égard de Pôle emploi.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat à un même lot de la consultation. L'attention des candidats est également attirée sur le fait que, dans le cadre de la consultation et pour un même lot, un même opérateur économique n'est pas autorisé à candidater en qualité de mandataire d'un groupement et de candidat individuel.

Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article VI.1 du présent Règlement et conformément aux dispositions de l'article R.2142-26 du code de la commande publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du ou des marchés publics auxquels le groupement est candidat qu'en cas d'opération de restructuration de société ou si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. En ce cas, le groupement peut demander à Pôle emploi l'autorisation de continuer à participer à la procédure en proposant le cas échéant à son acceptation un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou en justifiant de ses capacités par un ou plusieurs nouveaux opérateurs économiques ne prenant pas part à l'exécution des prestations, en produisant les éléments mentionnés à l'article IV-1 1°) du présent Règlement. Pôle emploi se prononce sur cette demande après examen de la capacité économique et financière, technique et professionnelle de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation et nouveaux opérateurs économiques par lesquels il justifie de ses capacités.

Les membres de groupements d'opérateurs économiques constitués en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique reconnaissent être parfaitement informés que, dans tous les cas où ils habilitent le mandataire du groupement à les représenter dans le cadre de la passation du marché public, ce mandataire est l'interlocuteur exclusif de Pôle emploi tout au long de la procédure. A ce titre, le mandataire du groupement est l'unique destinataire de l'invitation à négocier intervenant, le cas échéant, en application de l'article VI.2 du présent Règlement. Il est également l'unique destinataire du courrier informant le groupement du rejet de sa candidature ou offre à l'issue de la consultation ou de la demande de pièces complémentaires prévue à l'article VI.3.1 du présent Règlement et à laquelle il répond en produisant dans les délais impartis la totalité des pièces pour chacun des membres du groupement.

IV. - DOSSIER DE REPONSE, VARIANTES ET DUREE DE VALIDITE

IV.1. - Contenu du dossier de réponse

Le complet dossier de réponse, obligatoirement rédigé en langue française, comprend l'ensemble des pièces ci-après énumérées :

1°) le **Document de candidature**, établi conformément au document joint au dossier de la consultation.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, le Document de candidature est produit par le mandataire et par chacun des autres membres du groupement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils ont la possibilité de justifier de leur capacité à exécuter le ou les marchés publics auxquels il candidate par celles d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre eux et ces autres opérateurs, y compris la sous-traitance ou l'appartenance à un groupement. Dans le cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités ne prennent pas part à l'exécution des prestations, l'annexe 1 au Document de candidature est, de plus, produite par chacun de ces autres opérateurs économiques. Dans le cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités prennent part à l'exécution des prestations, il s'agit alors de sous-traitants. Les informations relatives à ce ou ces sous-traitants sont produites dans la Demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement mentionnée au 7°). Dans tous les cas, le candidat rapporte en outre la preuve qu'il dispose de la capacité de chacun de ces autres opérateurs économiques pour l'exécution du ou des marchés publics auxquels il est candidaté, ce par tout moyen, par exemple un engagement écrit de chacun de ces autres opérateurs économiques.

L'attention des candidats est également attirée sur le fait qu'ils doivent par ailleurs justifier de leur capacité à dispenser une formation de qualité conformément aux dispositions de l'article R.6316-1 du code du travail. A ce titre, ils produisent la certification ou le label inscrit sur la liste établie par le Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CNEFOP), établissant cette capacité, ou tout moyen de preuve équivalent. Notamment, ils peuvent en justifier en remplissant le **Cadre de réponse de candidature « capacité à dispenser une formation de qualité »** ;

- 2°) le **Contrat**, dûment complété aux rubriques A à E de ses dispositions particulières et auquel est joint un relevé BIC IBAN ;

- 3°) pour chaque lot auquel il est candidaté, la **Proposition technique** du candidat, établie conformément au cadre de réponse joint au dossier de la consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils ont toute liberté de proposer plusieurs locaux pour un même lieu d'intervention obligatoire défini à l'annexe I au Contrat.

L'attention des candidats est également attirée sur le fait qu'ils ont la possibilité de proposer autant de lieux d'exécution supplémentaires qu'ils souhaitent en affecter à l'exécution du marché public en sus du lieu d'exécution répondant au lieu d'intervention obligatoire défini pour le lot considéré de la consultation à l'annexe I du Contrat, ce dans les conditions fixées à l'article V.4 du Contrat ;

- 4°) pour chaque lot auquel il est candidaté, un **Bordereau des prix**, établi conformément au document joint au dossier de la consultation. Les prix prennent la forme définie au Bordereau des prix et sont établis conformément aux dispositions de l'article VI.2 du Contrat.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, à peine d'irrégularité de leur offre, ils ne sont pas autorisés à présenter des prix établis sous une autre forme ou selon un autre mode que ceux expressément mentionnés au Bordereau de prix et à cet article. Notamment, les candidats ne sont pas autorisés à présenter des prix variables selon le nombre de lots susceptibles de leur être attribués ou à présenter des prix distincts selon, en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, le membre du groupement ou le sous-traitant qui viendra à prendre en charge l'exécution de la prestation ;

- 5°) pour chaque lot auquel il est candidaté, un **Bordereau de décomposition des prix**, établi conformément au document joint au dossier de la consultation.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés de ce que le Bordereau de décomposition des prix est uniquement destiné à la bonne compréhension de l'offre du candidat et, le cas échéant, à la conduite des négociations prévues à l'article VI.2 du présent Règlement de la consultation ; il n'a pas vocation à constituer une pièce du marché

- 6°) pour chaque lot auquel il est candidaté, le **Détail quantitatif estimatif** (DQE), établi conformément au document joint au dossier de la consultation et dans lequel les quantités indiquées ne peuvent être modifiées. Les candidats reconnaissent être parfaitement informés de ce que le Détail quantitatif estimatif (DQE) est uniquement destiné à la comparaison financière des offres ; il n'a pas vocation à constituer une pièce du marché public et les quantités qui y sont indiquées n'engagent en aucune manière Pôle emploi ;

- 7°) dans le cas où, à la remise du dossier de réponse, le candidat envisage de sous-traiter une part des prestations objet du ou des lots auxquels il est candidaté, pour chaque sous-traitant et pour chaque lot, une **Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement**, établie conformément au document joint au dossier de la présente consultation ;
- 8°) pour les formations concernées parmi celles listées à l'annexe applicable du Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT), la **copie de l'agrément**, autorisation ou habilitation nécessaire pour les dispenser et/ou délivrer la certification correspondante ou, dans le cas où la demande d'agrément, autorisation ou habilitation est en cours à la date limite de réception des offres et sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article VI.3 du présent Règlement, une copie de l'accusé de réception de la demande. Cette obligation ne s'applique pas dans les cas où l'agrément, autorisation ou habilitation ne peut être délivré, pour des raisons tirées du régime juridique applicable à cet agrément, autorisation ou habilitation, préalablement à l'attribution du bon de commande afférant ;
- 9°) La **base de données administratives**, établie conformément au document joint au dossier de la consultation et complétée. Cette base de données administratives est destinée à faciliter la gestion de la procédure de passation des marchés publics objet de la présente consultation.

Les pièces énumérées au présent article n'ont pas à être signées lors de la transmission du dossier de réponse. Seul l'attributaire pressenti du marché public est tenu de signer, préalablement à l'attribution du marché public, certaines de ces pièces dans les conditions fixées à l'article VI.3.2 du présent Règlement.

IV.2. - Précisions terminales, variantes et durée de validité

Dans tous les cas où il est exigé à l'article IV.1 du présent Règlement l'établissement d'une quelconque pièce constitutive du dossier de réponse conformément à un document joint au dossier de la consultation, il est recommandé de compléter directement les cadres de réponse joints au dossier de la consultation. Si les candidats souhaitent néanmoins établir leurs propres supports de réponse (y compris le document unique de marché européen mentionné à l'article R.2143-4 du code de la commande publique), ils fournissent l'ensemble des informations sollicitées dans les cadres de réponse joints au dossier de la présente consultation.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-4 du code de la commande publique, une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

La durée de validité des Propositions techniques et des prix est de quatre mois à compter de la date limite de réception des dossiers de réponse mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement.

V. - MODALITES DE TRANSMISSION ET DATE DE RECEPTION DU DOSSIER DE REPONSE

V.1. - Obligation de transmission par voie dématérialisée

Les candidats transmettent leur complet dossier de réponse par voie électronique *via* la plateforme de dématérialisation des marchés accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Ils ne sont **pas autorisés à remettre leur dossier de réponse sous forme papier**.

Pour accéder directement à la présente consultation sur la plateforme, il convient renseigner le numéro de procédure **2012-AC-PA-23** dans « mots clés » avant de lancer la recherche.

Un guide d'utilisation de la plateforme est accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Par ailleurs, une rubrique « aide » et un service d'assistance sont également disponibles sur le site.

L'attention des candidats est attirée sur les avertissements et recommandations techniques suivants :

- **Programme malveillant** : Pôle emploi n'assure pas la réparation des dossiers de réponse contenant un programme malveillant. Il est par suite recommandé aux candidats de vérifier leurs fichiers avec un antivirus performant et à jour. La simple suspicion de la présence d'un virus entraîne le rejet du dossier de réponse ;

- **Format des fichiers** : les candidats reconnaissent être parfaitement informés de ce que les fichiers au format .exe ou .bat ne sont pas autorisés. Il est par ailleurs recommandé de ne pas utiliser certains outils, notamment les macros. Enfin, les candidats sont avertis de ce qu'il est inutile de compresser les fichiers avant de les télécharger sur le profil d'acheteur ;
- **Nom des fichiers** : afin d'éviter tout blocage lors du téléchargement des fichiers sur le profil d'acheteur, il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : °, / *, et de privilégier les caractères alphanumériques ;
- **Lisibilité** : dans l'hypothèse où les candidats prévoient de scanner des documents, ils doivent s'assurer d'une définition suffisante garantissant leur lisibilité ;
- **Délai de transmission** : le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du dossier de réponse, engendrant un risque de réception après la date et l'heure limites de réception mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier de réponse complet génère l'accusé de réception valant attestation de dépôt.

V.2 - Copie de sauvegarde

A titre de copie de sauvegarde, les candidats ont la faculté de transmettre également un exemplaire de leur complet dossier de réponse sur support physique électronique (Cédérom, clé USB, DVD-Rom ...) ou sur support papier. Les avertissements et recommandations techniques mentionnées à l'article V.1 du présent Règlement sont applicables aux copies de sauvegarde remises sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde doit être transmise sous enveloppe cachetée sur laquelle sont portées les mentions « Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde », « Marché de services de formation professionnelle 2020 », ainsi que le nom du candidat. Elle peut être soit transmise par lettre recommandée avec avis de réception postale (ou tout moyen équivalent permettant de déterminer la date et l'heure certaines de leur réception et de garantir leur confidentialité), soit remise en mains propres contre récépissé les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00, à l'adresse suivante :

Pôle emploi Bretagne
Service achats et affaires juridiques
36 rue de Léon
CS 75301
35053 Rennes cedex 9

La copie de sauvegarde doit être reçue par Pôle emploi au plus tard à la date limite de réception des dossiers de réponse mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement. Sous cette réserve, elle est ouverte lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le dossier de réponse transmis, lorsque celui-ci n'a pu être ouvert à la condition que sa transmission ait commencé avant la date et l'heure limites de réception des dossiers de réponse, lorsqu'il n'est pas parvenu dans les délais impartis ou est parvenu de façon incomplète.

V.3. - Date et heure limites de réception du dossier de réponse

La date et l'heure limites de réception des dossiers de réponse est fixée au **vendredi 05 février 2021 à 12h00**, y compris s'agissant de la copie de sauvegarde.

La date et l'heure indiquées par le profil d'acheteur font seules foi en cas de contestation. Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que le fuseau horaire auquel est rattaché le profil d'acheteur est le suivant : GMT + 1 heure, Central Europe Time, Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris, Rome. Tout retard entraîne le rejet du dossier de réponse, sauf si une copie de sauvegarde est par ailleurs parvenue dans les conditions fixées à l'article V.2 du présent Règlement.

VI. - MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES PUBLICS

VI.1. - Admission des candidatures

Sur la base du ou des Documents de candidature produits dans les conditions fixées à l'article IV-I 1°) du présent Règlement, Pôle emploi vérifie que les candidats ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner. Dans le cas où un sous-traitant par lequel le candidat justifie de sa capacité à exécuter le

ou les marchés publics auxquels il candidate ou un membre d'un groupement d'opérateurs économiques candidat entre dans un cas d'interdiction de soumissionner, Pôle emploi exige son remplacement par un opérateur économique ne faisant pas l'objet d'un motif d'exclusion. A peine de rejet de la candidature, le candidat transmet, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la réception de la demande, la Demande d'acceptation du nouveau sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ou le Document de candidature mentionné à l'article IV.1 1°) du présent Règlement établi par le membre du groupement proposé en remplacement. Est joint un nouveau Document de candidature établi par le mandataire du groupement, modifié en sa rubrique J pour tenir compte de la nouvelle composition du groupement.

Sur la base de ce ou ces mêmes documents, Pôle emploi s'assure en outre de la capacité économique et financière, technique et professionnelle des candidats à exécuter le ou les marchés publics auxquels ils candidatent. Dans ce cadre, Pôle emploi accorde une attention particulière à la capacité des candidats à dispenser une formation de qualité, au sens de l'article R. 6316-3 du code du travail : ne sont pas admises les candidatures des candidats ne disposant pas d'une certification ou d'un label inscrit sur la liste établie par le Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CNEFOP) ou n'apportant pas la preuve de cette capacité par de moyens équivalents.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, la capacité à exécuter le ou les marchés publics auxquels il est candidaté est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement, à l'exception de la capacité à dispenser une formation de qualité qui est appréciée pour chaque membre susceptible d'intervenir dans l'exécution des prestations. En tout état de cause, seul un membre de groupement ou un sous-traitant justifiant de cette capacité à dispenser une formation de qualité est susceptible de prendre part à l'exécution des prestations.

VI.2 - Négociation et sélection des offres

Les offres inappropriées ou anormalement basses au sens des articles L.2152-4 et R.2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique sont rejetées. Sous cette réserve, et après première analyse des offres sur la base des critères pondérés d'attribution des marchés publics ci-après énumérés, Pôle emploi engage des négociations avec les candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses, jugées telles sur la base de ces critères. Pour chaque lot et sauf si le nombre des candidats n'est pas suffisant, le nombre de candidats ainsi admis à négocier est fixé à trois. Les négociations portent sur la Proposition technique et sur le prix.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que Pôle emploi, dans le cadre de chaque lot, se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sans négociation.

A l'issue des négociations, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-2 et L.2152-3 du code de la commande publique sont éliminées.

Le cas échéant après conduite des négociations, les marchés publics sont attribués au ou aux candidats ayant présenté l'offre ou les offres économiquement la ou les plus avantageuses, jugées telles sur la base des critères pondérés d'attribution ci-après mentionnés pour l'ensemble des lots :

- **70% pour la valeur technique**, appréciée sur la base de :
 - 2% pour la qualité de la formation des intervenants
 - 7% pour l'individualisation des parcours, appréciée sur la base des éléments suivants :
 - la méthode de positionnement (3%)
 - l'organisation du parcours et du plan individuel de formation (2%)
 - l'individualisation de la prise en charge des publics les plus fragiles (2%)
 - 8% pour l'appui des stagiaires, apprécié sur la base des éléments suivants :
 - l'animation de groupe (2%)
 - la lutte contre le décrochage et la capacité à susciter de l'engagement et à maintenir la motivation (4%)
 - le suivi et encadrement de la phase de formation en situation de travail en entreprise (2%)

- 5% pour la fluidité des parcours, appréciée sur la base des éléments suivants :
 - le parcours sans couture (3%)
 - la qualité de l'organisation calendaire et de la programmation (2%)
- 5% pour les moyens et ressources mobilisés pour la mise en œuvre des marchés publics, appréciés sur la base des éléments suivants :
 - la gestion interne, la gouvernance des groupements et la gestion de la sous-traitance (3%)
 - les outils de communication interne (2%)
- 13% pour l'innovation, appréciée sur la base des éléments suivants :
 - les méthodes et modalités pédagogiques proposées (3%)
 - l'organisation du candidat en matière d'innovation et de veille (2%)
 - la capacité de coopération entre organismes de formation (2%)
 - la capacité à favoriser l'interactivité et les mises en application pendant la formation (3%)
 - la capacité à intégrer les compétences comportementales dans la formation (3%)
- 5% pour la capacité de mobilisation de réseaux au service de l'emploi
- 25% pour le déroulé et les conditions de réalisation de chacune des formations proposées, correspondant à la moyenne des notes obtenues pour chaque formation sur la base des éléments suivants : 50% pour le synopsis, 20% pour les lieux proposés pour l'apprentissage théorique et pour l'apprentissage technique le cas échéant et 30% pour les moyens mis à disposition
- **30% pour le prix**, apprécié sur la base du Détail quantitatif estimatif (DQE).

Sans préjudice des dispositions de l'article IV.2 du présent Règlement, chaque sous-critère pondéré de jugement des offres est apprécié sur la base des éléments fournis par le candidat dans la fiche ou rubrique correspondante du cadre de réponse joint au dossier de la consultation.

VI.3 - Documents à produire avant notification des marchés publics

VI.3.1 - Justificatifs et moyens de preuve

En application des dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique et préalablement à toute notification, le candidat auquel Pôle emploi envisage d'attribuer un marché sera tenu de mettre à disposition les pièces ci-après ainsi que le(s) Document(s) de candidature. Le cas échéant, celles de ces pièces rédigées dans une langue autre que le français sont produites accompagnées de leur traduction en langue française :

1° L'attestation de fourniture de déclaration sociale et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (attestation de vigilance)

L'attestation émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations sociales et datant de moins de six mois.

2° Les certificats fiscaux

Les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et datant de moins de six mois. Pour les candidats établis en France, il s'agit de la copie des certificats fiscaux 3666 dont la situation fiscale du candidat impose la production,

3° Le certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail.

Ce certificat, établi par l'AGEFIPH au titre de l'année 2019, est à transmettre uniquement par les entreprises de plus de 20 salariés.

4° La liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant, le cas échéant, établie à partir du registre unique du personnel et précisant pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

5° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
- b) Un extrait de l'inscription au répertoire des métiers (D1),
- c) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

6° Une copie du ou des jugements prononcés lorsque le cocontractant est en redressement judiciaire

Ces pièces pourront être transmises :

- via la plateforme en ligne e-Attestations (www.e-attestations.com). Lorsque le candidat est déjà inscrit sur cette plateforme et y a déposé l'ensemble de ces pièces, il en informe Pôle emploi Bretagne (rubrique D.2 du Document de candidature) ;

OU

- via un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, pour lequel le candidat a fourni toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace et si son accès est gratuit (rubrique D.2 du Document de candidature).

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats ne sont en outre pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à Pôle emploi Bretagne dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

VI.3.2 - Documents contractuels signés

Préalablement à toute notification, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché public est également tenu de produire un exemplaire du Contrat et, le cas échéant de la ou les Demandes d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, daté et signé par la ou les personnes ayant compétence à cet effet.

En cas de groupement d'opérateurs économiques et dans le cas où le mandataire est habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le seul mandataire. Dans le cas où le mandataire n'est pas habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement.

En cas de sous-traitance, lorsque le sous-traitant est proposé par un membre d'un groupement d'opérateurs économiques et quel que soit le membre du groupement proposant le sous-traitant, la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est signée par le sous-traitant et par le mandataire du groupement si celui-ci est habilité par les autres membres à les représenter dans le cadre de la procédure de passation ; cette demande est signée par le sous-traitant, le mandataire et chacun des autres membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité par les autres membres du groupement à les représenter dans le cadre de la procédure de passation.

Ces pièces peuvent être signées électroniquement au moyen d'un certificat électronique en cours de validité.

Le certificat de signature doit être :

- soit un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur ;
- soit un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, répondant aux exigences de l'annexe I du même règlement.

Toutefois, les certificats électroniques délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics sont acceptés jusqu'à la date de leur expiration.

Les formats de signature XAdES, PAdES et CAdES sont les seuls acceptés.

Un outil de création de signature est disponible sur la plateforme de dématérialisation des marchés.

Les candidats joignent le fichier de preuve permettant de vérifier la validité de la signature.

VI.3.3 - Modalités de transmission

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles VI.3.1 et VI.3.2 du présent Règlement sont transmises *via* la plateforme de dématérialisation des marchés accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La date limite de réception de ces pièces est le cinquième jour ouvré à compter du lendemain de la date de réception de la demande *via* la plateforme de dématérialisation.

VII. - DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Aucun renseignement complémentaire ne peut être obtenu par téléphone. Les demandes de renseignements complémentaires sont adressées *via* la plateforme de dématérialisation des marchés accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (renseigner le numéro de procédure **2012-AC-PA-23** dans « mots clés » avant de lancer la recherche).

La date limite de réception des demandes de renseignements complémentaires est fixée au lundi 25 janvier 2021 2020 à 12h00, la date de réception indiquée par la plateforme de dématérialisation faisant seule foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date.